



Mémoire de géopolitique
du lieutenant-colonel Richard André

6° promotion

du Collège Interarmées de Défense

Février 1999

COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE

DATE 3 février 1999

DIVISION A

EVALUATION de MEMOIRE de GEOPOLITIQUE

AUTEUR : lieutenant-colonel ANDRE Richard, Terre, France

Grade, Nom, Armée

Groupe n° A6

DOCUMENT :

Titre du mémoire: " L'Afghanistan ; à la croisée des empires ".

Date de rédaction: octobre 1998 à janvier 1999

Idée maîtresse

L'immutabilité de la vocation d'Etat-tampon de l'Afghanistan

Tout se passe comme si l'ensemble des acteurs, locaux, régionaux ou mondiaux, parties au conflit afghan avaient intérêt à la poursuite de ce dernier. Peu de pays ont ainsi, à travers l'Histoire, joué avec une telle constance le rôle de " *buffer state* " ou Etat-tampon.

Le présent mémoire se propose d'illustrer la pérennité de cette vocation d'Etat-tampon à travers les trois grandes périodes que sont celle des guerres anglo-afghanes sur fond de rivalité anglo-russe au XIX^e siècle, l'ère de la domination soviétique au XX^e siècle, et

enfin l'époque actuelle avec les déchirements internes -suscités de l'extérieur-, et le mouvement Taliban.

Nom du fichier Word (MEMOANDR.doc)

ANALYSE :

Forme

Fond

BILAN D'ENSEMBLE :

PROPOSITION DE SUITE A DONNER

" Depuis Alexandre jusqu'à Nadir Chah, dix-neuf envahisseurs avaient passé par là ".

Pio-Carlo Terenzio

Table des matières

Introduction

L'immutabilité de la vocation d'Etat-tampon de l'Afghanistan

Présentation

.....Le pays et les hommes

.....L'Afghanistan et les grandes théories géopolitiques (confrontation avec les thèses de Ratzel, Mackinder, Hauhofer, Mahan et Spykman)

I.....Des guerres anglo-afghanes à l'indépendance

Les rivalités anglo-russes de la fin du XVIII° et du XIX° en Asie centrale consacrent la vocation de " *buffer state* " de l'Afghanistan.

II.....De l'aide américaine à l'intervention soviétique: l'ère des super-grands

La confrontation soviéto-américaine en Asie Centrale et au Moyen-Orient se cristallise dans la zone pakistano-afghane.

III.....Un acteur nouveau: les Talibans

Après le retrait des "empires", l'Afghanistan devient l'enjeu des luttes d'influence des puissances régionales: l'Iran et le Pakistan.

Conclusion

La partition et la création d'un " Pachtounistan " au sud de l'Hindou Kouch: une solution au problème afghan?

Appendices:

- Chronologie historique
- Chronologie de l'intervention soviétique de 1979 à 1985
- Déclaration franco-allemande de 1980

Annexes:

- Carte N°1 : carte physique de l'Afghanistan
- Carte N°2: carte administrative (les provinces)
- Carte N°3 (4 représentations): l'Afghanistan et les thèses géopolitiques
- Carte N°4: la " descente vers l'Inde " de la Russie des tsars

Bibliographie

Introduction

'il est un pays qui illustre les théories du géopoliticien Jacques Ancel selon lesquelles les montagnes ne constituent pas forcément des frontières naturelles, c'est bien l'Afghanistan. Le premier regard porté sur la carte de cette nation d'Asie Centrale révèle en effet un territoire coupé selon une médiane nord-est sud-ouest par l'imposante épine dorsale de l'Hindou Kouch, dont les versants s'abaissent au nord sur les vastes solitudes turkmènes et ouzbèkes, et au sud sur les plaines désertiques du Helmand. Ainsi se présente tout d'abord ce pays aux yeux de l'observateur (carte N°1).

Ce n'est du reste que l'une des nombreuses concessions que fait l'Afghanistan aux repères ordinaires du géopoliticien, car, pour son malheur, force est de reconnaître qu'il a rassemblé, depuis la haute antiquité jusqu'à l'époque contemporaine, l'essentiel des ingrédients dont se nourrit l'analyse géopolitique.

Sous les feux d'une actualité récurrente et s'affrontant au quotidien depuis une vingtaine d'années, se présente une mosaïque de groupes que l'on peut caractériser d'après l'ethnicité - Pachtouns, Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks -, d'après la religion - sunnites, chiites -, ou encore d'après l'idéologie - communisme, Islam -. Quelques noms de chefs de guerre désormais coutumiers des lignes de la presse internationale donnent, de proche en proche et au fil des alliances fragiles, une lisibilité toujours éphémère à un état conflictuel permanent: Massoud, Dostom, Hekmatyar, Mazari, Rabbani.... Derrière eux, en apparence, pour le lecteur occidental, un seul type de combattant, aujourd'hui passé à la postérité: le *moudjahidin*, même s'il est à présent parfois assorti, mais la nature profonde est identique, du vocable de Taliban.

Au deuxième cercle figurent les frères ennemis de la sphère moyen-orientale, l'Iran et le Pakistan, pour lesquels l'Afghanistan représente à coup sûr un enjeu, s'agissant de leurs ambitions régionales et des regards qu'ils tournent vers le nord, notamment vers les républiques musulmanes d'Asie Centrale. On ne saurait d'ailleurs, et dans le même registre, méconnaître le rôle joué dans le conflit afghan par ses voisins septentrionaux, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan notamment.

Le troisième cercle est celui des puissances régionales ou mondiales, passées ou présentes: la Perse et la Chine jadis, la Russie et la Grande-Bretagne au siècle dernier, l'URSS et les Etats-Unis naguère, ces derniers aujourd'hui encore, rejoints par le sous-continent indien. Les enjeux peuvent être en partie économiques, religieux, ou sécuritaires mais ils sont, peu ou prou, toujours liés à la question de l'ethnie emblématique du pays depuis des siècles: les Pachtouns.

Ainsi ce pays toujours placé, au fil des avatars de l'Histoire, à la charnière de deux mondes - grec et persan, persan et mongol, persan et indien, russe et britannique, chiite et sunnite, communiste et capitaliste, pachtoun et non-pachtoun, iranien et pakistanais, etc.. - semble-t-il irrémédiablement voué à l'affrontement et, partant, à l'archaïsme.

Une première analyse pourrait permettre de conclure à l'inanité des frontières de cet Etat, tant il est vrai que les tadjiks de Massoud semblent pouvoir être aisément rattachés au Tadjikistan, les Ouzbeks de Dostom à leur patrie originelle, les Talibans du mollah Omar au Pakistan qui

les arme. Une nation resserrée sur l'ethnie pachtoune dominante semblerait ainsi pouvoir se dégager sur un Afghanistan aux frontières renouvées. Mais tout se passe comme si l'ensemble des acteurs, locaux, régionaux ou mondiaux avaient intérêt au maintien du " chaudron " afghan. Peu de pays ont ainsi, à travers l'Histoire, joué avec une telle constance et pour le malheur de leurs habitants, le rôle d'Etat-tampon.

La présente étude se propose d'illustrer la pérennité de cette vocation d'Etat-tampon à travers les trois grandes périodes que sont celle des guerres anglo-afghanes sur fond de rivalité anglo-russe au XIX^e siècle, l'ère de la domination soviétique au XX^e siècle, et enfin l'époque actuelle avec les déchirements internes et l'émergence du mouvement Taliban.

L'étude est précédée d'une présentation du pays et d'une ébauche de confrontation de la situation afghane avec les thèses géopolitiques contemporaines, de Ratzel à Spykman, et complétée en appendice par une chronologie synthétique de l'histoire de l'Afghanistan et des opérations militaires soviétiques de 1979 à 1985.

Présentation

Le pays et les hommes

" Tous ceux qui pénétrèrent ce profond barrage entre deux mondes connurent en l'abordant une exaltation mêlée d'anxiété. "

René Cagnat

tabli dans ses frontières actuelles depuis 1893 par une mission britannique, conformément au souci anglais de ne conserver aucune frontière commune entre l'Empire russe et celui des Indes, l'Afghanistan représente une superficie d'un peu plus de 647 000 km² sur laquelle se répartissent, selon les chiffres, de 15 à 18 millions d'habitants.

Géographie physique

Une représentation géographique synthétique du pays pourrait consister à le caractériser par l'imposante dorsale de l'Hindou Kouch (" la montagne qui tue les hindous ") qui, culminant à plus de 7000 m, sépare, selon une médiane nord-est sud-ouest de plus de 600 km, les plaines septentrionales de l'Amou Daria des déserts méridionaux du Séistan et des Monts Suleiman qui au sud-est, ouvrent sur les confins pakistanais. On ne saurait également évoquer la géographie afghane sans citer la fameuse passe de Khyber, point de passage obligé depuis des millénaires pour qui veut accéder, venant du nord ou du nord-ouest, au sous-continent indien, ou bien, venant de ce dernier ou de la sphère chinoise, enjamber l'Hindou Kouch pour pousser vers l'ouest (carte N°1).

Le climat

Le climat afghan est de type continental, et caractérisé par des écarts de température considérables entre l'été et l'hiver. On relève ainsi jusqu'à +40°C à Kandahar en juillet, alors que la température tombe à -20°C dans le Hazaradjat en janvier. La neige est présente durant cinq à sept mois de l'année en zone montagneuse.

A la fin de l'hiver s'installe une période pluvieuse de trois à quatre mois, qui contribue largement à l'approvisionnement du réseau hydrographique et, partant, à l'irrigation des cultures, notamment dans les vastes plaines du sud et de l'ouest du pays.

De juin à septembre, l'Afghanistan connaît une période de sécheresse, marquée par la présence obsédante du " vent des cent jours ".

La rudesse du climat est donc à l'image de celle du relief. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'on la retrouve dans le caractère, le mode de vie et la nature des hommes.

Les hommes

La population est constituée, pour reprendre une expression répandue s'agissant de l'Afghanistan, d'une véritable mosaïque ethnique, fruit d'un maelström démographique millénaire. Celui-ci, depuis les vagues aryennes du XX^e siècle avant notre ère, a ainsi successivement placé la zone afghane sous l'influence zoroastrienne, grecque, indienne, chinoise, persane, arabe, mongole, turque, et, dans une moindre mesure, britannique, russe, puis américaine et soviétique. Encore cet inventaire n'est-il pas exhaustif.

Gérard Chaliand distingue six ethnies principales: les Pachtouns (60%) occupent l'essentiel des versants sud et sud-est de l'Hindou Kouch et constituent l'ethnie dominante et emblématique de l'Afghanistan. On notera qu'une partie de cette ethnie s'est trouvée maintenue en territoire pakistanais au terme du tracé frontalier de 1893. Cette séparation n'est pas sans conséquence sur les événements géopolitiques survenus depuis. Les Tadjiks (30%) et les Ouzbeks (5%) se partagent le nord du pays, tandis que les Turkmènes et les Baloutches occupent respectivement les marges nord et sud. Les Hazaras enfin n'excèdent pas 3% de la population et se sont implantés au coeur de l'Hindou Kouch, à l'ouest de Kaboul.

Deux groupes physiques plus vastes sont généralement distingués par le démographe: le groupe indo-européen est constitué des Pachtouns, Tadjiks et Baloutches, alors que le groupe turco-mongol s'articule autour des Ouzbeks, Hazaras et Turkmènes.

Plus concrète est, peut-être, la distinction, au sein d'une population profondément et presque totalement islamisée, entre les sunnites (environ 80%) et les chiïtes (20%), ces derniers se trouvant pour l'essentiel en milieu hazara et chez certaines populations d'origine tadjike.

On notera, pour être complet, le maintien d'une petite communauté hindouiste, n'excédant pas 100 000 individus.

On peut encore caractériser la population afghane en distinguant les villageois sédentaires, au nombre d'environ 10 millions, des nomades (2 millions) et des citadins (2 millions).

Au-delà des classifications ethniques, religieuses ou par mode de vie, la population afghane s'articule cependant avant tout, au quotidien et depuis des millénaires, autour du village, ce terme englobant éventuellement la vallée qui le circonscrit, mais rarement davantage. Les auteurs du Grand Atlas Universel observent, établissant le lien entre relief et démographie, qu'il est résulté des soubresauts géologiques du tertiaire " *des bassins d'effondrement fermés, propices au maintien des particularismes locaux* ". Ainsi Michelle et Robin Poulton ont-ils pu écrire que " *l'unité communautaire afghane de base est le village* ". François Thual évoque quant à lui des " *rivalités de vallée qui rendent le jeu politique et religieux infiniment complexe* ".

Articulé autour de la famille du fait d'une pratique séculaire de l'endogamie, et dirigé par le *malek* (chef) et le *mulla* (prêtre), le village, coupé du reste du monde par le pouvoir de cloisonnement propre au milieu montagneux, par l'absence ou la rareté des voies de communication, vit aujourd'hui encore en autarcie, ce qui ne constitue pas la moindre des causes de la situation géopolitique du pays.

L'Etat

De nombreux documents font remonter la création de l'Afghanistan à l'année 1747, lorsqu'Ahmad Shah Durrani bâtissait sur les décombres de l'empire de Nadir Shah un " Etat pachtoun ", qui en réalité s'apparentait plutôt à une fédération de tribus. En 1767, à la mort de Durrani, cet état s'étend de Kaboul au Cachemire.

Après les épisodes successoraux sans nombre et les conflits anglo-afghans du XIX^e siècle, le royaume d'Afghanistan est effectivement créé sous ce nom en 1880, au terme du traité de Gandamak. Mais il ne devient un état *stricto sensu* qu'en 1893, lorsque ses frontières sont arrêtées par la mission Durand. Les principes qui régissent l'état afghan de cette époque sont ainsi exprimés par Gilles Rossignol dans leur cruelle simplicité: " *le roi dispose de tous les pouvoirs, y compris dans l'ordre judiciaire, et gouverne suivant les principes de la Charia* ". On note d'ailleurs qu'un siècle plus tard, la méthode de gouvernement des Talibans répond à des critères sensiblement identiques....

Au début du XX^e siècle, une ébauche de système parlementaire voit le jour sous l'impulsion d'Abdur Rahman, qui s'entoure d'un conseil des chefs tribaux, et d'un conseil des chefs locaux.

Cependant, il faut attendre 1919 et l'arrivée du roi Amanullah pour qu'à la monarchie traditionnelle succède la monarchie constitutionnelle. Un premier texte constitutionnel paraît en 1921, puis, malgré l'abdication du progressiste Amanullah, la constitution de 1931 voit le

jour sous l'égide du nouveau roi, Nadir Shah. Il s'agit d'un texte prudent, conciliant modernité et tradition, et proclamant l'Islam religion d'Etat.

Plus hardie est sans doute la Constitution de 1964, d'inspiration française, certes toujours basée sur le principe de la monarchie constitutionnelle héréditaire mais posant le principe de la séparation des pouvoirs et la référence à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Le roi est, au terme de ce texte, entouré d'un conseil des ministres. Le Parlement (*Shoura*) est composé d'une Chambre du peuple (*Wole Jirga*) et d'une Chambre des Anciens (*Meshrano Jirga*). La première est élue au suffrage universel par le peuple, la seconde est l'émanation, par tiers, du peuple, du pouvoir politique et des conseils provinciaux.

L'épisode de la monarchie parlementaire se termine avec le coup d'état de 1973, instituant la " République ", donnant tous pouvoirs au président Daoud, et suspendant le Parlement.

La République afghane meurt à son tour en 1979, lorsque le pays passe sous ce que Gilles Rossignol nomme le " *protectorat soviétique* ". La suite est connue: loin du texte constitutionnel très élaboré édicté en 1964, le pays ne connaît plus aujourd'hui de structures étatiques à même de fonctionner. La loi islamique a repris ses droits, dans toute son épouvantable rigueur, comme en témoignent les images d'exécutions et de mutilations qui nous proviennent à intervalles réguliers, en illustration du mode de domination Taliban. On est à peu près aujourd'hui, en Afghanistan, au même stade d'organisation de l'Etat qu'il y a deux siècles.

On ajoutera, pour être complet, que le pays est, au terme de l'organisation qui prévalait avant 1979, découpé en 28 provinces (carte N°2) et 325 districts (*uluswali*) et sous-districts (*alaqadari*). Ces collectivités territoriales sont dirigées par un *uluswal*, représentant de l'Etat, théoriquement entouré d'un commandant de gendarmerie et d'un fonctionnaire des contributions. Malgré la guerre et la désagrégation du pouvoir central, ces structures se sont maintenues tant bien que mal, et demeurent une réalité de la vie intérieure afghane.

L'économie et les ressources

L'Afghanistan est classé parmi les pays les plus pauvres du monde. Il est, au demeurant, autosuffisant au plan alimentaire et, ainsi que le note Olivier Roy, " *c'est un pays pauvre mais ce n'est pas un pays de la faim* ". Le PIB annuel par habitant était estimé à 199 \$ en 1984, et à 485 \$ en 1993, ce qui indique d'ailleurs une progression assez inattendue compte tenu de l'état chaotique du pays. Il n'en demeure pas moins que l'Afghanistan enregistre de façon continue depuis une vingtaine d'année un taux de croissance négatif (-1,7 en 1980, -2,2 en 1991). Par ailleurs, le déséquilibre entre les exportations - 235 millions de \$ en 1991 - et les importations - 936 millions de \$ la même année - alourdit d'année en année le poids d'une dette extérieure compensée tant bien que mal par le soutien du FMI et de la Banque mondiale, le service de la dette étant quasi-inexistant en Afghanistan.

Le tissu économique du pays repose essentiellement sur l'activité rurale, qui occupe huit afghans sur dix. L'agriculture, faiblement mécanisée, est concentrée sur la production du blé, du raisin et du coton, utilisant 15% de la superficie du pays, sous forme de petites et moyennes exploitations. La culture céréalière est essentiellement destinée à la consommation intérieure.

L'élevage est principalement orienté sur les ovins, et le cheptel afghan passait jusqu'en 1979 pour le deuxième au monde.

L'industrie, quasi-inexistante, est constituée de quelques entreprises textiles, de rares sites d'exploitation du gaz naturel, et du secteur de l'artisanat, avec notamment la fabrication des tapis.

Parallèlement aux échanges clairement identifiés, se développe un secteur " informel ", intra-étatique ou mettant à profit la perméabilité des frontières pour faire circuler armes, drogue, tapis ou bois précieux.

L'Afghanistan est donc un pays pauvre, qui ne connaît certes pas la malnutrition, mais demeure totalement sous-équipé en infrastructures industrielles, commerciales, éducatives, sanitaires et sociales. L'effondrement des quelques structures économiques héritées de l'aide soviétique a favorisé l'émergence d'un secteur souterrain et illicite dont on n'est pas loin de penser qu'il contribue aujourd'hui, bien davantage que l'économie traditionnelle, au maintien d'un niveau de vie minimum pour de nombreux Afghans.

L'Afghanistan et les thèses géopolitiques

Depuis le milieu du XIX^e et, à l'initiative de l'allemand Friedrich Ratzel, quelques chercheurs ont tenté d'identifier des constantes géopolitiques. MacKinder, Mahan, Haushofer, Kjellen et Spykman ont ainsi tour à tour ébauché les principes fondamentaux de cette discipline.

Face à ce qui ne saurait être une science exacte, on peut contester le bien-fondé de l'une ou l'autre thèse, ou tout au moins chercher à en hiérarchiser le degré de vraisemblance. Il demeure cependant patent que l'Afghanistan présente la caractéristique à la fois remarquable du point de vue de l'analyse, et regrettable pour le sort de cette nation, de vérifier la quasi-totalité des grandes théories énoncées par les géopoliticiens.

Ratzel et le Raum

Ainsi, lorsque Ratzel met en évidence l'impérieuse nécessité pour une grande puissance de disposer d'espace (Raum), on peut l'appliquer à la séculaire tendance russe à " pousser " au sud de l'Amou Daria, vers la région afghane, maillon faible de ses zones limitrophes, par ailleurs constituées pour l'essentiel soit par l'Europe, soit par le vaste ensemble sino-mongol.

MacKinder et le Heartland

Lorsque MacKinder défend en 1919 la théorie du Heartland, qui veut qu'au nom de la plus grande masse terrestre, le pivot du monde soit l'Eurasie (carte N°3.1), on peut comprendre le souci britannique puis américain d'endiguer l'influence russe en la contenant sur ses périphéries vulnérables, et singulièrement l'Afghanistan. Les guerres anglo-afghanes puis, bien plus tard, le soutien américain aux moudjahidin face à l'intervention soviétique trouvent là une partie de leur justification.

Mahan et la thèse de l'endiguement

Dans le même registre, lorsque Mahan, préfigurant les thèses de Mackinder tout en s'inscrivant d'ailleurs en contrepoint de ces dernières, relie le maintien de l'hégémonie des puissances maritimes à l'établissement de points d'appui autour de la masse eurasiennne, on interprète mieux, encore une fois, le sens des guerres anglo-afghanes du XIX^e siècle puis l'établissement par les britanniques d'un " glacis " - pour le coup fort escarpé - destiné à garantir les confins nord-ouest de leur empire des Indes face à " l'ours russe " .

Haushofer et la combinaison Nord/Sud

Lorsqu'Haushofer identifie, au nom de sa thèse de la combinaison nord-sud des aires d'influence, une sphère panrusse, il est remarquable d'observer (carte N°3.2) que l'axe d'orientation de la pan-russie s'étrangle précisément sur la zone afghane, avant de s'ouvrir sur le sous-continent indien. Entre la forteresse chinoise à l'est, et les déserts du Moyen-Orient au sud-ouest, l'Afghanistan devient dès lors le point de passage obligé de toute expansion russe vers le sud.

Spykman et le Rimland

Lorsqu'enfin Spykman, dans le sillage de MacKinder mais se désolidarisant *in fine* de ce dernier, cherche à démontrer la primauté de l'anneau maritime (Rimland), on constate que le contour de ce Rimland passe précisément, et encore une fois, par l'Afghanistan (carte N°3.3). Pour s'assurer de cet anneau protecteur, les puissances maritimes doivent, selon Spykman, s'assurer des zones qui le constituent. L'Afghanistan en fait partie, et parmi les plus convoitées, car, situé au plus étroit du Rimland, il a cette caractéristique de permettre ou d'interdire, à qui le contrôle, l'accès aux débouchés maritimes sur l'Océan Indien .

Au total, et sans préjuger de la prépondérance de l'une ou l'autre de ces thèses, l'Afghanistan semble être à la confluence de toutes. Faisant la part d'une analyse trop schématique, il est cependant significatif d'observer qu'en superposant sur la carte les concepts de Rimland, de Panrusse, de Heartland, leur région de convergence - leur résultante en quelque sorte - se situe, peu ou prou, sur l'Hindou Kouch afghan. Gérard Chaliand, dans son " esquisse d'une géopolitique des années 70-80 ", illustre d'ailleurs cette thèse, et sa carte des influences géopolitiques montre un Afghanistan placé à la confluence de l'anneau de sous-développement, du Rimland et du Heartland (carte 3.4).

Il ne semble pas, dès lors, exagéré de considérer l'Afghanistan comme l'un des points d'application majeurs de l'ensemble des grandes tendances géopolitiques, hier comme aujourd'hui, et sans doute pour encore longtemps.

I - Des guerres anglo-afghanes à l'indépendance

" car un Afghan, le coutelas emmanché d'un long bras, atteignait à huit pieds et pouvait mettre hors de combat trois Anglais. "

Rudyard Kipling - Les tambours du For and Aft -

vec le XIX^e siècle et la montée des rivalités anglo-russes motivées, pour Londres par le souci de protéger l'Empire des Indes, et pour Saint-Petersbourg, par un désir d'extension vers le sud, s'établit véritablement la vocation d'état-tampon du " Royaume des Pachtouns ", appelé à devenir en 1880 l'Afghanistan. L'Angleterre mènera trois guerres - l'une désastreuse et les deux autres sans gloire - avant de consentir en 1919 à l'indépendance de la jeune nation afghane.

La poussée russe

" Approcher le plus près possible de Constantinople et de l'Inde. Celui qui y gouvernera sera le vrai souverain du monde. En conséquence, susciter des guerres continuelles non seulement en Turquie mais aussi en Perse. [...] Et, par la décadence de la Perse, avancer jusqu'au Golfe Persique, [...] avancer jusqu'à l'Inde qui est l'entrepôt du monde. Arrivés à ce point, nous n'aurons plus besoin de l'or de l'Angleterre".

Ainsi Pierre le Grand donnait-il en 1725 dans son testament la ligne générale de près de deux cents années de rivalités et d'affrontements entre la Russie et l'Angleterre, avec pour point d'application certes la Perse, mais aussi et surtout l'Afghanistan.

Les Britanniques avaient observé avec une certaine inquiétude mais sans trop intervenir, au cours du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, les prises de gages progressives de la Russie de Pierre le Grand, de Catherine II et d'Alexandre I^{er} sur l'empire de Perse, qui aboutirent en 1828 au traité de Turkmanchaï. Celui-ci dépossédait la Perse d'une partie de ses territoires septentrionaux et les Anglais ne doutaient pas qu'elle allait chercher à compenser ces pertes sur ses marches orientales. L'analyse s'avéra pertinente et, ainsi que l'observe Pio-Carlo Terenzio, *" le centre de gravité du problème se déplaça donc en Afghanistan "*.

La " descente vers l'Inde " de la Russie, même si elle observe un temps de latence au début du XIX^e siècle, demeure en effet comme une sorte d'obsession pour les tsars, et Pio-Carlo Terenzio rappelle *" l'aspiration séculaire à la mer libre "* de ces derniers. L'amiral Lacoste évoque quant à lui *"un des vieux projets géopolitiques des tsars: la poussée vers les mers chaudes "*.

Cette descente vers le sud sera conduite selon trois axes de pénétration, et sur plus de quarante années, jusqu'à border en 1884 la frontière persano-afghane depuis la mer Caspienne jusqu'au Turkestan chinois. Ces trois poussées s'amorcent dans les années 1840, et partent de Sémipalatinsk, d'Orenburg et de Krasnodovsk pour atteindre respectivement le Khokand en 1876, Samarkhand en 1868 et Ashkabad en 1884. Les limites de la sphère d'influence russe sont ainsi fixées au seuil du XX^e siècle (carte N°4) et menacent directement l'Afghanistan, porte d'accès au sous-continent indien, et contrôlé par les Britanniques.

La 1^o guerre anglo-afghane

La Grande-Bretagne a, ainsi qu'on l'a dit, réellement pris conscience de la menace à la fin des années 1820, face aux désirs perses de conquêtes en Afghanistan, avec le soutien bienveillant des tsars, dont le Shah de Téhéran devient le factotum. Cette ambition va, des années durant,

trouver son point d'application autour de la ville de Hérat, assiégée une première fois mais sans succès par les Perses en 1833.

La situation afghane de l'époque est pour le moins confuse et représente un savant amalgame de ces querelles successorales dont les orientaux ont le secret, et des jeux d'influences britanniques dans la région, complexes au point de se retourner *in fine* contre leurs auteurs.

L'émir Dost Mohammad réside alors à Kaboul mais son influence ne s'exerce guère au-delà des limites de la ville, Kandahar et Herat étant elles-mêmes placées sous l'autorité de khans proches de Dost par le sang, mais indépendants.

Mohammad est en principe soutenu par les Anglais mais se méfie de ces derniers, qui abritent l'héritier officiel du trône, Shah Shuja, déposé en 1809 par Mahmoud Shah, lui-même renversé en 1818. Parallèlement, les Anglais, cherchant à minimiser la menace perse en s'attirant les bonnes grâces de Téhéran, fournissent armes et munitions au Shah. Dost Mohammad établit quant à lui des contacts avec la Russie.

Deux écrits en apparence contradictoires illustrent le caractère enchevêtré des relations nouées autour de l'enjeu persano-afghan, et singulièrement de celles qu'entretiennent Londres et Saint-Petersbourg. Le premier est dû à un journaliste de la Gazette de Moscou qui affirme en 1832, s'agissant de l'Angleterre, que "*nous n'aurons bientôt plus besoin de faire aucun traité avec ce peuple perfide, si ce n'est à Calcutta*". En 1834 et comme en contrepoint, l'anglais Palmerston écrit au russe Nesselrode, s'agissant de leur pseudo-communauté de vues dans la région: "*the governments of Great Britain and Russia are acting with regard to the affairs of Persia in the same spirit and are equally animated by a sincere desire to maintain [...] the independence and integrity of Persia*". On aura compris que ces derniers mots sont rien moins que sincères, d'autant que Palmerston passait pour farouchement russophobe.

Quelle que soit, au demeurant, la similitude affichée des points de vue, elle n'empêche pas le second siège de Herat par les armées du Shah, en 1837. Il s'ensuit le déclenchement de la première guerre anglo-afghane en 1838, officiellement pour dégager Herat, mais il s'agit en réalité de déposer Dost Mohammad, jugé trop peu fiable. Kandahar et Kaboul sont donc prises, Dost emprisonné et Shah Shuja restauré en 1839.

Mais les choses se gâtent en 1842, et les troupes anglaises essuient des pertes sévères. Ainsi Gilles Rossignol évoque-t-il cette colonne de 4500 hommes exterminée à quelques kilomètres de Kaboul en janvier 1842. Shah Shuja est ensuite assassiné, et Londres contrainte de remettre Dost Mohammad sur son trône la même année, et d'évacuer l'Afghanistan.

On peut du reste se demander s'il s'agit réellement d'une défaite pour la Grande-Bretagne. Militairement, à n'en pas douter, les troupes anglaises ont été durement ébréchées. Mais, du point de vue géopolitique, la conclusion n'est pas si défavorable à Londres dont toute la préoccupation demeure de confier l'Afghanistan à un homme assez fort pour tenir les Russes

à distance sans que les troupes de sa Majesté aient elles-même à assurer cette délicate tâche. Dost Mohammad peut être cet homme.

Telle est bien la vocation d'état-tampon que souhaitent les Britanniques pour le royaume des Pachtouns, et le climat d'apaisement qui s'instaure au cours des dix années suivantes semble effectivement devoir nuancer la portée de la défaite anglaise de 1842.

L'année 1844 voit ainsi l'établissement d'un mémorandum russo-britannique qui officialise la nécessité du glacis afghan en soulignant celle d'une " *neutral zone between the two empires in order to preserve them from a dangerous contact* ".

La 2^o guerre anglo-afghane

La - toute relative - période de paix s'achève en 1853 avec le troisième siège de Herat par les armées perses. Dans les années qui suivent, Dost Mohammad, revenu à davantage de pragmatisme, demande la protection de ses anciens ennemis britanniques, et l'obtient, ainsi qu'armes et munitions, le 26 janvier 1857, au terme du traité de Peshawar.

La période qui suit voit la mort de Dost, son remplacement par l'influçnable émir pachtoun Shere Ali, dont on peut considérer qu'il est pour une large part à l'origine de la seconde guerre anglo-afghane. Réitérant avec encore moins de bonheur le double-jeu qu'avait conduit dans les années 1830 Dost Mohammad, il noue successivement des relations avec la Russie dès 1863, demande la protection anglaise contre les Russes en 1869, puis se rapproche à nouveau du tsar en 1875. Sans doute ne mesure-t-il pas à quel point l'un et l'autre de ses grands alliés successifs redoutent un affrontement direct, à l'issue incertaine et susceptible d'ébranler les deux empires.

Les Russes, du reste, tirent parti de la situation et l'année 1878 voit l'installation à Kaboul de la mission militaire du général Stolietoff, tandis que l'émir réfute toutes les propositions britanniques d'envoi d'une délégation.

Ces derniers se trouvent à nouveau dans une situation proche de celle de 1838 et, de crainte de voir l'Afghanistan passer sous influence russe, ils adressent le 2 novembre 1878 un ultimatum à Shere Ali, puis entrent en guerre contre ce dernier à la fin du même mois. Kandahar est prise en janvier, et Shere Ali, auquel le soutien russe fait tout à coup défaut, mesure à ses dépens le peu d'importance de son pays, au regard de la préservation d'une *pax russo-britannica* bien plus précieuse pour les parties en présence. Tel est le sort d'un état-tampon, sorte de variable d'ajustement de l'équilibre des relations entre les empires...

Shere Ali meurt en janvier 1879 et est remplacé par Yacoub Khan qui signe le Traité de Gandamak en mai. Celui-ci confère notamment aux Britanniques le contrôle de la passe de Khyber, la présence d'agents sur la frontière nord, et la direction de la politique extérieure afghane.

Pourtant, après l'assassinat en septembre de la mission anglaise du major Cavagnari, la guerre reprend, et le général Roberts conquiert Kaboul en octobre. Mais, de même que la défaite militaire de 1842 s'était paradoxalement traduite par un relatif succès géopolitique, la victoire de 1879 consomme quant à elle l'échec du désir anglais de voir l'Afghanistan aux mains d'un homme fort, et les militaires anglais se trouvent déployés dans un pays dont leur diplomatie n'a cessé de les voir partir, tant elle est dominée par le souci d'éviter l'affrontement direct avec les Russes.

L'homme à poigne dont l'empire britannique a tant besoin se présente en 1880 en la personne d'Abdur Rahman dont Pio-Carlo Terenzio a pu écrire qu'il "*avait compris très vite que les intérêts des deux grands empires comptaient beaucoup plus que le sort de son pays*".

Des accords anglo-russes à l'indépendance

Les années qui suivent voient une nouvelle et relative normalisation des relations anglo-russes, exception faite de l'incident de Pendjeh. Le tracé des frontières septentrionales s'établit progressivement, de 1886 à 1895 le long de l'Amou Daria et du Wakhan, cette bande de 30 km de large, tracée au cœur du Pamir afghan, et qui n'a d'autre vocation que de prolonger la *no man's land* entre l'empire russe et celui des Indes britanniques, jusqu'à la frontière chinoise.

Abdur Rahman disparaît en 1901, et Habib Ullah lui succède. Ce dernier, renouant avec les vieux démons de ses prédécesseurs, cherche à partir de 1906, à se rapprocher de la Russie, mais les deux empires entendent cette fois mettre un terme à cette sorte de jeu de taquin et l'idée d'un accord direct, en gestation depuis les années 1890, se concrétise en 1907, avec la signature de la Convention anglo-russe sur l'Afghanistan.

Les raisons de cet accord relèvent d'une vision géopolitique bien plus vaste que le seul problème du Moyen-Orient. Parmi ces raisons, la principale semble être la menace germano-turque, face à laquelle la Grande-Bretagne et la Russie comprennent assez vite qu'elles doivent présenter un front uni, de concert avec la France. Toutefois, les discussions vont achopper, de 1900 à 1906, autour de la question commerciale, les Britanniques ne voulant à aucun prix de la présence d'agents commerciaux russes en Afghanistan.

C'est aussi au cours de la négociation de ce traité qu'apparaissent dans les textes des différents projets, les termes de "buffer state", ou "état-tampon", officialisant une politique conduite de part et d'autre depuis plus d'un demi-siècle. Encore le pays semble-t-il avoir eu cette vocation dès le XVIII^e, et François Thual note sur ce point qu'il jouait alors "*le rôle d'état-tampon entre les khanat ouzbeks et l'empire Perse*".

La Convention est finalement signée le 31 août 1907. Elle confine en substance l'Afghanistan dans ce rôle de " buffer state ", le plaçant hors du champ d'influence russe et sous la tutelle anglaise pour les affaires extérieures. Tout juste la Convention évoque-t-elle dans son cinquième et dernier article, la souveraineté de l'Emir, qui semble avoir eu bien peu voix au chapitre au cours des pourparlers.

La question de la rivalité anglo-russe en Afghanistan semble dès lors entendue. Le pays observe une prudente neutralité durant la seconde guerre mondiale. En 1919, Amanullah, fils d'Habibullah, monte sur le trône et, prenant acte de la nouvelle donne mondiale, illustrée par la fameuse déclaration en quatorze points du président américain Wilson, rejette la tutelle anglaise, déclenchant la troisième guerre anglo-afghane, plus proche de la série d'escarmouches que d'un conflit véritable. La crise trouve d'ailleurs assez vite une issue, et les Britanniques accordent à l'Afghanistan, au terme du Traité de Rawalpindi, signé en août 1919, son indépendance et l'autonomie en matière de politique extérieure.

Après plus d'un siècle d'utilisation du royaume pachtoun comme rempart face à la menace d'une descente russe vers l'Inde, sa gracieuse Majesté rend donc sa liberté et son autonomie à l'état afghan. On ne peut se méprendre sur l'apparente bonté du geste, car c'est un pays soigneusement maintenu dans un total état de sous-développement et d'archaïsme que quittent en 1919 les soldats britanniques. On ne saurait en effet, outre-Manche, concevoir qu'un simple état-tampon puisse accéder au progrès et à la modernité, facteurs dangereux et à même de susciter en lui le désir de s'ouvrir sur le monde extérieur, et de cesser pour le coup de remplir ses fonctions de " buffer state ". Ainsi peut-on considérer que la diplomatie britannique du XIX^e siècle, tout à son souci d'endiguer la poussée russe, porte sans doute pour une large part la responsabilité du retard pris par l'Afghanistan dans le concert des nations du début du XX^e siècle. Quarante-vingt années plus tard, ce handicap, long d'un siècle et demi, ne semble pas sur le point d'être surmonté.

---00---

II - De l'aide américaine à l'intervention soviétique: l'ère des super-grands

es années qui suivent l'accession à l'indépendance correspondent à une période de calme relatif, s'agissant de la géopolitique afghane. Certes la diplomatie du pays vole-t-elle pour la première fois de ses propres ailes et ses dirigeants l'abordent-ils sans doute avec une certaine prudence. L'entre-deux-guerres est donc surtout marqué par la politique intérieure, et 1933

voit ainsi, après l'exil d'Amanullah et l'assassinat de Nadir Shah, l'avènement du roi Zahir Shah. Les années 30 voient l'adoption de la première constitution afghane, la reconnaissance du pays par les Etats-Unis (1934), et son adhésion à la Société des Nations. L'Afghanistan observe ensuite, durant la seconde guerre mondiale, la même neutralité que durant la première, en dépit de quelques tentatives allemandes de fomenter à partir de son sol des troubles sur la frontière nord-ouest de l'Inde. L'URSS et la Grande-Bretagne, en exigeant et en obtenant en 1941 l'expulsion de tous les citoyens allemands présents dans le pays, y mettent bon ordre.

Tout se passe donc comme si un nouveau départ devait être pris par la jeune nation afghane, un temps oubliée par ses puissants voisins, et mettant à profit ce répit pour prendre acte de l'évolution du monde moderne et tenter de s'en inspirer, tant dans ses institutions que par une amorce de développement social et économique. Encore cet effort ne doit-il rien aux nations industrielles, et singulièrement à l'ancien tuteur britannique. L'amiral Lacoste observe ainsi, à propos de l'Afghanistan, que *" ce pays a été volontairement isolé, mis sous cloche [...] par les soins des Britanniques principalement, qui ont veillé à ce que rien ne vienne transformer ce véritable no man's land géostratégique. C'est ainsi qu'ils ont contribué entre les deux guerres, à l'échec des projets d'un jeune roi qui [...] avait décidé de moderniser son pays, [...] d'y ouvrir des écoles et une voie ferrée, de Kaboul à la vallée de l'Indus "*.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, l'Afghanistan va retrouver sa vocation d'enjeu dans la lutte des puissances. C'est cette fois au coeur des rivalités des plus grands que va se trouver le vieux royaume pachtoun, puisqu'il s'agit des Etats-Unis d'Amérique, d'une part, du monde soviétique d'autre part. Ce dernier va jouer un rôle dominant dans le développement et la situation intérieure du pays.

La course à l'assistance

Au sortir de la seconde guerre mondiale et, pour reprendre les termes de l'amiral Lacoste, *" dans le contexte des idées de l'époque sur l'aide aux pays sous-développés "*, l'Afghanistan apparaît comme prioritaire pour l'assistance au développement. De nombreux organismes internationaux tels que l'OMS, l'UNESCO ou la FAO y dépêchent aide matérielle et agents. En arrière-plan, les Etats-Unis, prenant acte de l'organisation bipolaire naissante du monde d'après-guerre, voient dans l'aide à des pays tels que l'Afghanistan le moyen d'endiguer l'avancée soviétique vers le sud. Ainsi vont-ils mettre en application au Moyen-Orient la doctrine Truman, selon laquelle *" tout pays sera protégé contre le communisme "*. Ils financent donc d'importants projets hydrauliques, mais aussi la construction à Kandahar d'un grand aéroport, dont on peut imaginer qu'il serait également fort utile pour opérer en Asie Centrale soviétique...

L'URSS, qui avait depuis les années 20 engagé une politique de rapprochement avec l'Afghanistan, ne reste pas inactive, et un accord commercial soviéto-afghan est signé en 1950. On voit ainsi s'ébaucher deux zones d'influence: l'une, américaine, au sud de l'Hindou Kouch, l'autre soviétique, au nord et René Cagnat note qu'en 1950, un accord fut trouvé

" selon lequel, dans ce qui demeurait un Etat-tampon, les Etats-Unis devaient limiter leur influence à la région sud et les Soviétiques à celle du nord ". Cette sorte de connivence à grande échelle n'est pas sans rappeler celle qui avait prévalu entre la Grande-Bretagne et la Russie à la fin du XIX^e siècle, et qui avait présidé aux accords de 1907.

406 millions de dollars sont consacrés par les Etats-Unis à l'Afghanistan de 1950 à 1970, tandis que l'aide soviétique atteint 638 millions de dollars sur la même période. L'Allemagne de l'Ouest participe également à cette aide, pour un montant de 83 millions de dollars, notamment dans les années 60. On observe que l'aide financière de l'URSS domine, tout comme d'ailleurs son influence sur le pays. Parmi les grandes réalisations soviétiques en Afghanistan, figurent en particulier l'exploitation du gaz naturel, et le tunnel de Salang, percé à 3500 m d'altitude et permettant l'ouverture en 1968 de la route reliant Kaboul à l'URSS à travers l'Hindou Kouch.

Le fait pakistanais et la " pachtounité "

La prééminence soviétique, au détriment des Etats-Unis, trouve sans doute une partie de son origine dans un événement géopolitique qui survient en 1947 avec la partition de l'Inde et la création du Pakistan. Très vite, le gouvernement afghan saisit cette occasion pour réclamer le rattachement des populations pachtounes du Pakistan à leur nation-mère, au nom de la vieille idée d'un "Pachtounistan " uni.

Cette revendication, dont la réalisation entraînerait une modification du tracé frontalier établi en 1893, va empoisonner les relations pakistano-afghanes durant des années, et culminer en 1961 avec la fermeture des frontières entre les deux pays.

Dans le même temps, le Pakistan s'est prononcé, en 1955, à Bandung, pour un rapprochement des nations non-alignées avec les pays industriels occidentaux. Ce pays devient *de facto* un allié des Etats-Unis dans la région, et il devient difficile pour ces derniers de maintenir leur aide à un Afghanistan entré en rivalité ouverte avec cet allié, singulièrement à partir de 1953, lorsque le prince Daoud, farouche tenant de la " pachtounité " prend la tête du gouvernement afghan. Les Etats-Unis opposent donc en 1954 une fin de non-recevoir aux demandes d'assistance et d'équipement militaire de l'Afghanistan.

L'URSS va mettre à profit cette prise de distances américaine pour soutenir de plus en plus activement l'Afghanistan. L'un des principaux bénéficiaires de ce soutien va être l'armée afghane, " *entièrement entraînée et équipée par les Soviétiques* [et qui] *devient le secteur le plus moderne de la société* ". Il s'ensuit que de nombreux jeunes officiers d'origine pachtoune se tournent vers le marxisme dans les années 1950.

Un pro-communisme qui ne dit pas son nom

Ce ralliement des militaires à l'idéologie marxiste met d'une certaine façon à mal la politique afghane consistant à se poser en pays indépendant tout en tirant le meilleur parti des aides, tant occidentales qu'en provenance de Moscou. L'Afghanistan ne semble pas pour autant devoir accepter de s'inféoder à une puissance tutélaire, et, après avoir établi en 1960 un traité de non-agression avec la Chine, il rejoint officiellement, en 1961, à Belgrade, la communauté des pays non-alignés.

Il n'est pas certain du reste, que cette apparente prise de position en dehors du giron soviétique soit pour déplaire à Moscou, qui y voit sans doute le moyen de parer à une politique américaine de " containment " dans la zone afghane, celle-ci ne pouvant trouver sa justification dans un pro-soviétisme officiellement affiché par Kaboul. A défaut d'être affiché, il est pourtant bien réel dans les rangs de l'armée afghane, et les soviétiques pressentent sans doute dès les années 1960 que cette armée sera un levier précieux qu'ils pourront actionner le moment venu.

L'échec du second épisode constitutionnel

Ce moment ne va pas venir immédiatement, et l'heure soviétique pourrait presque sembler passée lorsqu'en 1963, le roi Zahir Shah éloigne Daoud, et décide de l'élaboration d'une nouvelle Constitution, nettement plus progressiste que celle de 1931.

La décennie qui suit va être celle qu'ont connue bien d'autres nations s'essayant à l'ouverture politique: bouillonnement intellectuel notamment au sein de la jeunesse, frilosité des parlementaires, clientélisme politique, lourdeur de la bureaucratie, instabilité des gouvernements, opposition des pro-communistes et des islamistes, en particulier dans les universités. Mais, contrairement à d'autres expériences démocratiques, l'Afghanistan ne parvient pas à trouver un équilibre, et c'est dans ce contexte troublé, compliqué de surcroît par la famine de 1972, que s'organise le Parti démocratique du peuple afghan (PDPA), mouvement socialiste dont les deux tendances, le *Khalq* (le peuple) de Nur Mohammad Taraki et le *Partcham* (le drapeau) de Babrak Karmal, seront, dans les années soixante-dix, les fossoyeurs de l'époque constitutionnelle puis de l'épisode " républicain ".

De l'instauration de la République à l'intervention soviétique

Le 17 juillet 1973, le prince Daoud, présentant un bouleversement politique inéluctable, décide de prendre les devants et, s'appuyant sur l'armée - noyautée par le *Khalq* - et le *Partcham*, joue de cette double alliance pour provoquer un coup d'Etat et s'emparer du pouvoir. " *La République est proclamée, la répression s'abat sur les milieux islamistes et libéraux. La place est libre pour les communistes qui infiltrent l'appareil d'Etat* " note, au sujet de cet événement, Olivier Roy, tandis qu'Etienne Gille relève, à propos

de ce coup d'Etat sans coup de feu, que " *l'on s'endort sous la monarchie et on se réveille sous la République* ".

Mais, pour risquer une comparaison avec la parabole de l'apprenti sorcier, Daoud va bientôt voir sa propre créature se retourner contre ses projets et, venu au pouvoir avec une certaine idée de l'indépendance afghane et pachtoune, mais grâce à l'appui de Moscou, il se rend compte assez vite qu'il n'est pas réellement maître des destinées de son pays, et que l'URSS cherche à lui ôter toute solution de rechange au communisme prosoviétique. Daoud n'aura ensuite de cesse de prendre ses distances, et d'évincer de son entourage, de 1974 à 1977, les ministres et dirigeants ouvertement prosoviétiques.

Ainsi Daoud, comme Shere Ali exactement cent années plus tôt, mesure-t-il à ses dépens qu'il n'est pas de soutien extérieur sans arrière-pensée, et ainsi que le note Etienne Gille " *puisque les communistes n'ont pu prendre le pouvoir par l'intermédiaire de Daoud, ils vont le prendre contre lui*". C'est ce qui est fait le 27 avril 1978, date communément admise comme étant celle de l'instauration à Kaboul d'un régime ouvertement communiste.

A l'aube de cette journée, plusieurs unités de l'armée afghane encerclent le palais présidentiel. Daoud est exécuté, et les combats qui opposent la rébellion aux militaires légalistes vont faire 3000 morts en quelques jours.

Le 30 avril, Taraki, leader du PDPA et de sa branche Khalq, devient président de la " République démocratique d'Afghanistan ". Les huit mois qui suivent sont ceux d'un mouvement de réformes sans précédent et aussi hâtives qu'impopulaires. Sous l'égide d'un gouvernement marxiste et prosoviétique, un ensemble de lois relevant d'une " *politique délibérée de désislamisation et de démolition culturelle de la société afghane* ", sont promulguées. Mais les Soviétiques, mettant en oeuvre un processus qu'ils pensent avoir éprouvé dans les républiques musulmanes d'Asie Centrale, ont compté sans le farouche ancrage traditionnel de la société rurale afghane.

Les réformes sont d'abord accueillies avec méfiance puis avec mécontentement. Parallèlement, la scission est consommée entre le Khalq de Taraki et le Partcham de Babrak Karmal, lequel est exilé ainsi que tous ses proches avant d'être exclu du PDPA. Puis la discorde s'installe peu à peu au sein même du pouvoir en place, entre Taraki et son chef de gouvernement, Amin. Le 14 septembre, alors que le pays est en proie à un soulèvement touchant la quasi-totalité des provinces, Amin fait exécuter le président Taraki, sans qu'apparemment les Soviétiques aient été informés du piège qui se tramait autour du Président en exercice.

L'état de l'Afghanistan en cette fin 1979 sanctionne un quintuple échec du Kremlin: échec de la propagande prosocialiste, échec de la tentative de dislocation de la société afghane, échec de la désislamisation - en dépit des exécutions sommaires et massives de religieux - échec des réformes, échec enfin jusque dans la maîtrise des gouvernants pourtant mis en place par Moscou.

C'est dans ce contexte que l'URSS décide de radicaliser ses méthodes et, après avoir vainement fait pression sur Amin pour que la demande d'intervention militaire vienne de lui, et donne ainsi à cette dernière une justification officielle, les Soviétiques débarquent à Kaboul

le 25 décembre 1979. 5000 hommes fortement dotés en matériels lourds se déploient dans la capitale, opérant ce que jamais n'avait osé la Russie des Tsars: intervenir militairement en Afghanistan.

Le 27 décembre, Amin est jugé, condamné et exécuté et Babrak Karmal, naguère disgrâcié, est remis en place et officiellement soutenu par Moscou, dont les effectifs militaires présents dans le pays atteignent dès janvier 1980 plus de 85000 hommes.

L'intervention soviétique

Lorsqu'on évoque les échecs militaires essuyés par les grandes puissances au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, deux exemples viennent immédiatement à l'esprit: le Viet-Nam s'agissant des Etats-Unis, l'Afghanistan en ce qui concerne l'URSS.

Le propos n'est pas ici de retracer le détail des quelques neuf années d'opérations militaires soviétiques en Afghanistan, la bibliographie étant sur ce point fort riche. On s'attachera plutôt à identifier les raisons qui ont motivé l'engagement militaire de Moscou, à analyser les réactions de la communauté internationale, puis les causes de l'échec militaire soviétique, avant de mettre en évidence les conséquences géopolitiques de ce qu'il faut bien appeler la guerre d'Afghanistan..

Les raisons de l'intervention

Lorsque le Kremlin décide d'intervenir militairement en Afghanistan, est-ce le fait d'une analyse à chaud de la dégradation de la situation, ou l'aboutissement d'un processus amorcé de longue date? Les avis divergent sur ce point mais il est à peu près certain que l'URSS ne s'est pas engagée à la légère sur le territoire afghan. Les motivations des Soviétiques sont diversement analysées. Une opinion couramment répandue est que la conquête idéologique de l'Afghanistan relevait de la même doctrine d'expansion du communisme vers le sud que celle qui, notamment depuis 1975, prévalait en Angola, au Mozambique, au Yémen ou en Ethiopie. Pour Moscou, la soviétisation de ces régimes constituait autant de coins enfoncés dans les zones d'intérêt occidentales et, de proche en proche, la contagion socialiste tendrait à réduire l'influence capitaliste et à jouer en faveur de l'internationalisation de la pensée marxiste.

Un autre point de vue est que les Soviétiques ont pris, fin 1979, les devants, de crainte de voir le renversement d'Amin être suivi par la mise en place d'un gouvernement d'obédience islamique, plus distant vis-à-vis du Kremlin, et plus proche de l'Iran et de la Chine.

Joseph Collins y voit une partie de l'explication, car une telle orientation de l'Afghanistan " *aurait constitué une véritable menace pour la stabilité de l'Asie Centrale soviétique* " et notamment sans doute, pour le Tadjikistan, le Turkménistan, et l'Ouzbékistan. Il y a fort à

parier qu'en effet ces nations n'auraient pas été insensibles à la tenue en échec du communisme et au retour d'un Etat musulman chez leur proche voisin du sud.

Il est également vraisemblable que le problème afghan constituait pour les Soviétiques une question de prestige au nom de l'irréversibilité de l'extension de " *l'internationale prolétarienne* ", et que ceux-ci avaient misé sur l'absence de réaction des Etats-Unis, encore traumatisés par l'échec vietnamien, et trop préoccupés par la question iranienne.

Du reste semble-t-il qu'il n'y ait pas eu unanimité à Moscou quant à l'opportunité de l'intervention, mais que le Politburo, en mal de solution politique au problème, ait fini par se laisser convaincre par les militaires que celle-ci était désormais militaire. Valéry Giscard d'Estaing le pressent dans les messages de Léonid Brejnev cherchant dès les premiers jours de janvier 1980 à se justifier vis-à-vis des Occidentaux. Le major Joseph Collins fait la même analyse et écrit que " *lorsque le bureau politique leur a demandé conseil, ces généraux [qui avaient commandé l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968] ont probablement recommandé l'intervention militaire* ".

Le Politburo aurait été, en l'occurrence, bien inspiré de se souvenir des écrits de l'allemand Moltke, selon lequel et en substance, " *le chef politique n'intervient pas dans la conduite des armées; en contrepartie, le chef militaire ne se mêle pas de politique...* ".

Selon René Cagnat et Michel Jan, enfin, l'Afghanistan était considéré en 1979 " *comme une démocratie populaire à part entière* " et " *son appartenance au bloc socialiste était admise comme irréversible* ". Dans ce cadre, la fin du régime Taraki marquait la fin de la phase de " *collaboration-contrôle* " et l'intervention militaire concrétisant le début de celle " *d'implantation-domination* ", était inéluctable.

D'un point de vue peut-être moins géostratégique, il est également possible que l'intervention ait été précipitée par la nécessité de protéger les nombreux ressortissants soviétiques présents sur le territoire; On se souvient à cet égard que depuis le début de l'année 1979, de nombreux conseillers et leurs familles avaient été assassinés, notamment dans la région de Hérat.

Il n'est pas exclu, enfin, et singulièrement du point de vue anglo-saxon, que Moscou ait voulu exploiter les difficultés américaines dans la région, notamment avec l'Iran, pour reprendre à son compte le vieux rêve russe de " *descente vers les mers chaudes* ".

Au total, et sans préjuger de la primauté de l'une ou l'autre des thèses, il semble que Moscou ait eu toutes les bonnes raisons d'intervenir en Afghanistan; toutes sauf une, apparemment négligée par le Kremlin en décembre 1979: la réaction de la communauté internationale, dans une époque où prévalait encore, et jusqu'à ce moment, le principe de la " *détente* " entre l'Est et l'Ouest.

Les réactions de la communauté internationale

Le Kremlin avait sans doute misé sur une réaction molle, voire une absence de réaction de la communauté internationale. Elle n'est certes pas immédiatement virulente, mais elle va à l'inverse, s'inscrire dans la durée et, en fin de compte, c'est d'une voix quasi-unanime que les Etats occidentaux, les Non-Alignés, tout comme les organisations internationales condamneront l'intervention soviétique.

Cette condamnation est ensuite suivie de mesures de rétorsion d'une ampleur fort variable, depuis la " préoccupation " exprimée par les pays non-alignés, jusqu'au soutien armé des Etats-Unis et du Pakistan à la résistance afghane.

L'Organisation des Nations Unies est, une fois n'est pas coutume, assez prompte à réagir, avec le vote, dès le 14 janvier 1980, de la résolution 6/2 condamnant l'intervention soviétique. L'ONU, avec une très large majorité des voix de son assemblée générale, ne se départira plus de sa position, et ce sont pas moins de 7 résolutions, dont la plus ferme est celle du 2 novembre 1984 (39/13) qui seront adoptées. Les événements mondiaux ont hélas, depuis, montré le peu d'efficacité des résolutions de l'ONU, lorsqu'elles ne sont assorties d'aucune mesure de rétorsion.

Il faut noter, à travers les votes successifs, la véhémence des pays non-alignés, beaucoup plus fermes vis-à-vis de Moscou qu'à Bandung vingt-cinq années plus tôt. Sans doute l'expansionnisme tiers-mondiste du Kremlin avait-il depuis 1975, commencé à susciter bien des inquiétudes au sud.

En Europe de l'Ouest, la France et la République fédérale d'Allemagne se font les porte-parole du refus de l'intervention soviétique et, après un mois de relative hésitation, une déclaration commune est effectuée de 5 février 1980, au terme de laquelle, "*l'intervention militaire soviétique est inacceptable et crée de graves dangers pour la stabilité de la région et pour la paix*". Ce cap sera maintenu, même après l'arrivée au pouvoir en France d'un chef de l'Etat et d'un gouvernement de gauche. Pour autant, les mots ne seront guère suivis d'actes que dans le cas de la RFA, dont le Parlement se prononce en 1982 pour une aide humanitaire aux réfugiés afghans.

La Chine est, en réalité, la plus prompte à réagir à l'agression soviétique, et c'est dès le 30 décembre 1979 qu'elle "*condamne avec véhémence les agissements hégémonistes des forces soviétiques*". Cette condamnation sera suivie d'effets, puisque, tout au long du conflit, la Chine va contribuer à armer les moudjahidin afghans.

Les Etats-Unis réagissent plus énergiquement sans doute que ne l'avait cru le Kremlin, et l'une des premières décisions de Jimmy Carter est de surseoir aux négociations SALT, marquant ainsi la première répercussion du conflit sur la " détente ". Un embargo sur les céréales est également décrété, et maintenu après l'arrivée de l'administration Reagan. S'agissant du nouveau président des Etats-Unis, on ne peut d'ailleurs dissocier son projet d'IDS (Initiative de Défense Stratégique) de la dégradation des relations issue de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Par ailleurs et très concrètement, le gouvernement américain va soutenir durant toutes les années qui suivent, et par l'intermédiaire du Pakistan, la rébellion afghane.

On terminera cet inventaire par l'attitude du Pakistan, pays dont le rang mondial est certes sans comparaison avec celui de la Chine ou des Etats-Unis, mais dont maints analystes estiment que le rôle a été déterminant dans l'échec soviétique. En effet, les moudjahidin ont toujours peu ou prou opéré depuis le Pakistan, et ainsi que le notait Olivier Roy en 1985 " *si Islamabad n'était plus favorable aux réfugiés, alors la situation serait intenable, car elle ferait disparaître la base extérieure de la Résistance* ".

Le Pakistan a donc toujours accueilli les réfugiés et armé les rebelles. Mais ce soutien relevait d'un dosage savamment calculé, visant à tenir les Soviétiques en échec, sans pour autant donner suffisamment de moyens aux moudjahidin pour leur permettre de réinstaller un Etat pachtoun fort à Kaboul; Etat dont la première revendication aurait porté sur la rattachement des populations pachtounes du Pakistan... Pour cette raison et ainsi que le note encore le spécialiste Olivier Roy, " *les Pakistanais ont toujours empêché une unification de la Résistance afghane* ": un Etat-tampon doit savoir se cantonner à son rôle.

L'échec militaire

Le Politburo avait fait, en optant pour la solution militaire, plusieurs erreurs d'appréciation. L'Armée Rouge était certes théoriquement rompue au combat en montagne en ambiance de guérilla musulmane. Les campagnes caucasiennes de 1785 contre Cheikh Mansur puis contre le Shamil (1825-1859), les soulèvements de 1877 et 1920 au Daghestan, la lutte contre les *basmatchis* du Turkestan (1918-1928), lui avaient en principe conféré depuis la fin du XVIII^e siècle une bonne expérience de ce type de combat.

L'emploi de l'hélicoptère, utilisé très tôt et massivement dans les opérations afghanes, illustre par ailleurs une bonne adaptation aux contraintes tactiques liées au pays.

L'Armée Rouge a pourtant été tenue en échec par une combativité afghane, qu'explique une tradition tribale au nom de laquelle tout homme en âge de se battre porte un fusil, et sur laquelle un retour aux journaux de marche britanniques du XIX^e siècle aurait pu édifier l'état-major soviétique. De surcroît, le moudjahidin afghan, que le soldat soviétique affrontait en fait pour la première fois, loin du *basmatchi* mal armé des années 1920, était désormais bien équipé par les soins des Etats-Unis - on cite souvent le redoutable missile sol-air portable Stinger - mais aussi par la Chine, l'Arabie Saoudite et surtout le Pakistan.

Par ailleurs, l'Armée Rouge s'est trouvée devant une alternative délicate: envoyer sur le théâtre des soldats issus des républiques musulmanes d'URSS, capables de s'adapter au pays mais perméables à l'idéologie des résistants, ou bien des combattants de l'ouest de l'URSS, sans doute inaccessibles à l'Islam mais peu coutumiers des contrées de l'Asie centrale. En réalité, l'état-major soviétique opta d'abord pour la première solution, puis, devant son inefficacité, pour la seconde, sans plus de succès.

Il reste que l'absence d'une fonction " affaires indigènes " aura de bout en bout fait défaut à l'Armée Rouge, engendrant une méconnaissance de la façon de penser de son ennemi. Bien au contraire, les cadres de confession musulmane présents au sein du contingent soviétique, et qui auraient été si précieux pour la compréhension de l'état d'esprit de l'adversaire, étaient confinés à des tâches subalternes, tant était grande la méfiance à leur égard.

Au total, on a pu voir sur le théâtre afghan un contingent soviétique puissamment armé, en principe doté d'une certaine expérience de ce type de combat, à tout le moins dans sa doctrine et son histoire, et placé dans un rapport de force qualitatif extraordinairement favorable face aux " terroristes ". Pour autant, cette armée, faute de réalisme, de faculté d'adaptation et sans doute au fil des mois, d'une pugnacité et d'une motivation suffisantes, a finalement été tenue en échec.

Les conséquences

Au plan géopolitique, l'intervention, loin, comme on l'a vu, de laisser les Américains sans réaction, va en fait provoquer un retour à la Guerre froide et la fin de la " détente " qui prévalait depuis Helsinki. L'administration Reagan n'est pas celle de Carter. Elle interprète précisément l'intervention soviétique comme une mise à profit des difficultés américaines avec l'Iran pour reprendre la " poussée vers la mer libre " cette fois sous-tendue par la volonté d'expansion du marxisme. La conséquence de ce refroidissement est le lancement par Ronald Reagan d'un gigantesque projet de défense anti-missile, la Stratégic Défense Initiative (SDI), plus communément appelée " guerre des étoiles ", défi technologique que l'URSS économiquement épuisée de 1980 est incapable de relever.

A ce titre, maints analystes datent de l'invasion de l'Afghanistan la genèse de la " *perestroïka* " de M. Gorbatchev. Celui-ci tirera d'ailleurs profit, le moment venu, et paradoxalement, de l'échec militaire en Afghanistan. Dans l'opposition entre ses points de vue et ceux du lobby militaire soviétique sur le désarmement et le retrait du Tiers-Monde, il va en effet utiliser le discrédit de l'Armée Rouge en Afghanistan pour la tenir à distance des grandes décisions de politique étrangère.

Sans doute cette mise à l'écart va-t-elle concourir au succès de la " *perestroïka* " au plan international, avec notamment l'accord historique de désarmement signé en 1987 à Washington, et la vague des retraits militaires du Tiers-Monde en 1988-89. Mais en même temps, elle porte en germe l'absence de réaction militaire à la contagion démocratique qui gagne l'Europe de l'Est en 1989.

De ce point de vue, il n'est pas exagéré d'établir un lien entre l'intervention soviétique de 1979 en Afghanistan et l'effondrement de l'URSS survenu en 1991. Sans l'avoir déterminé à lui seul, le conflit afghan en a cependant vraisemblablement constitué l'amorce.

N'est-ce pas là finalement une incroyable revanche du " *buffer state* " sur une vieille puissance tutélaire? Pourtant la revanche va avoir pour l'Afghanistan un goût bien amer. Loin

de mettre à profit le retrait soviétique pour rechercher un équilibre intérieur fondé sur l'idéal démocratique, conjugué à un Islam progressiste, les résistants afghans, en dépit de leur référence commune à cet Islam, vont s'entre-déchirer. Ainsi et contre toute attente le régime communiste va-t-il se maintenir encore trois années en Afghanistan, jusqu'à la chute de Najibullah en 1992.

A nouveau rattrapé par son destin, l'Afghanistan va renouer avec sa vocation d'Etat-tampon. Les donneurs d'ordres, les Etats commanditaires, seront cette fois le Pakistan et l'Iran.

Peut-être aussi l'Afghanistan est-il passé, en cette année 1992, à côté d'une solution dont il était somme toute assez proche: alors que le Tadjik Massoud et le Pachtoun Hekmatyar transformaient le conflit en problème ethnique, et que le rapport de forces s'équilibrait à peu près autour des batailles pour Kaboul, la clé du problème ne résidait-elle pas dans une partition ou au moins une fédération de l'Afghanistan ?

---00---

III - Les Talibans

" Ces mystérieux Talibans, car on ne sait trop qui les a organisés... "

Amiral Lacoste

octobre 1994: un acteur nouveau sur la scène afghane

orsqu'à la fin de l'année 1994, les medias évoquent la situation en Afghanistan, seul le spécialiste attentif trouve encore quelque intérêt à ce qui semble n'être qu'une éternelle répétition des mêmes affrontements, des mêmes drames. Neuf années de combat, de 1979 à 1988, entre moudjahidin et forces soviétiques avaient fini par lasser l'opinion tout comme, depuis 1992, les dépêches annonçant tantôt un renversement d'alliance, tantôt un nouveau bombardement meurtrier de Kaboul.

Le Hezb-I-Islami d'Hekmatyar, le Shoura-el-Nezar de Massoud, les Ouzbeks de Dostom, le Hezb-I-Wahdat d'Ali Mazari s'entredéchirent donc depuis plus de cinq ans lorsqu'apparaît un

acteur nouveau de la scène afghane. Il ne s'agit réellement ni d'un avatar supplémentaire du tumulte intérieur afghan, ni officiellement d'une force étrangère, mais d'un mouvement sunnite rigoriste à dominante pachtoune: les Talibans.

Les Talibans, du mot " *taleb* " (étudiant en école coranique) se présentent comme une force idéologique visant à rétablir la stricte observance des règles de la charia sur l'ensemble du pays. Selon Patrick Derain, les Talibans sont des " *traditionalistes, des puritains dénués de tout projet politique, uniquement soucieux de la restauration de l'ordre moral par l'application rigoureuse de la loi islamique* ". On verra plus loin que cette absence de projet politique convient certainement tout à fait à certain pays voisin qui lui, n'en manque pas, s'agissant notamment de la vaste région pachtoune pakistano-afghane.

Un ordre du Prophète

Le mouvement Taliban trouve officiellement sa source dans la vision messianique d'un mollah du sud afghan, Mohammed Omar. Cet édile local s'entend un jour ordonner par le Prophète de rassembler des combattants afin de libérer l'Afghanistan du joug des moudjahidin, ces faux musulmans qui asservissent le pays, et le pillent.

Ces combattants vont être fournis à Mohammed Omar par la population étudiante des " *madrasas* ", écoles coraniques du sud afghan, voire, pour les plus instruits, par celles de Peshawar, Karachi et Quetta, au Pakistan.

En octobre 1994, dans un Afghanistan soumis aux exactions des moudjahidin - on parle de viols de jeunes garçons à Kandahar - transformé, au sud, en immense champ de pavot, les Talibans ne peuvent trouver auprès de la population qu'un accueil favorable. Ils déferlent avec 25000 hommes dotés d'armements légers, enlèvent Qandahar et sont, le 16 février 1995, devant Kaboul. Ils prennent la ville à la fin de l'année suivante et contrôlent aujourd'hui les deux tiers du pays.

L'analyse géopolitique ne saurait par essence se contenter du factuel et d'une interprétation par trop superficielle du mouvement Taliban. Sans doute le recul de quatre années permet-il une autre approche alors qu'au lendemain de l'offensive des " étudiants en religion ", l'amiral Yves Lacoste lui-même évoquait dans son dictionnaire de géopolitique " *ces mystérieux Talibans, dont on ne sait trop qui les a organisés* " (sans pour autant méconnaître, il est vrai, la probable influence pakistanaise en la matière).

La réalité met en fait en scène deux frères ennemis de la région, l'Iran et le Pakistan, le second cherchant en 1994 à compenser ses récents insuccès en tentant de mettre à mal les avancées du premier en Asie centrale.

Le fait iranien

Considérons tout d'abord l'état de l'influence iranienne à la fin de l'année 1994. Conformément à son ambition de puissance régionale, à la charnière du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale, l'Iran s'est investi depuis plusieurs années dans l'établissement de relations économiques avec les républiques musulmanes de l'ex-URSS. Le raccordement ferroviaire du Turkménistan à l'Iran rend ainsi le Golfe Persique accessible à l'Asie Centrale, tout en faisant dépendre cet accès du bon vouloir de la République Islamique.

Ainsi lorsque le 17 mars 1994, l'Iran réunit les présidents du Turkménistan, du Kirghizistan, de l'Arménie et de l'Afghanistan à Bandar Abbas, pour inaugurer ce tronçon ferroviaire, il emporte un indéniable et nouveau succès d'influence. Le professeur Reza Djalili observe ainsi que cette *" voie ferrée remodèle la géopolitique des communications en Asie. Pour la première fois, les cinq états d'Asie centrale vont se trouver désenclavés par rapport à la Russie, ce qui va donner à leur souveraineté une toute autre dimension. Cela va aussi permettre à l'Iran de sortir de son isolement "*.

Le maillon faible de la politique iranienne dans sa sphère d'influence a sans doute été le manque d'appuis suffisants en Afghanistan. Ainsi le soutien au seul mouvement chiite du Wahdat, très minoritaire au regard du Hezb d'Hekmatyar ou des armées du Nord de Massoud, ne pouvait-il permettre ne serait-ce qu'un début de mainmise iranienne sur l'Afghanistan.

On pourrait donc résumer la situation iranienne, fin 1994, à une série de succès économiques en Asie centrale, desservis par l'absence d'un mouvement favorable afghan sur lequel appuyer ses ambitions régionales, même si le président afghan Rabbani était présent à Bandar Abbas le 17 mars de la même année. Mais sans doute la République Islamique n'était-elle pas prête à tous les sacrifices, comme par exemple un soutien aux mouvements sunnites, majoritaires en Afghanistan. Ce dogmatisme a d'ailleurs pu évoluer depuis, lorsqu'un retour à une certaine *realpolitik* s'imposait.

La réplique pakistanaise

Face aux succès - pour le coup nuancés - de l'Iran, le Pakistan semblait, de son côté, perdre peu à peu pied en zone afghane. On sait pourtant que ce pays, frustré depuis 1971 par la sécession de sa partie orientale, n'avait eu de cesse, depuis, d'accroître son influence sur ses marches nord-ouest.

Après avoir longtemps soutenu - de concert avec les Etats-Unis- la rébellion afghane face aux Soviétiques, en impliquant notamment ses agents de l'ISI, le Pakistan a ensuite entrepris de se poser en voie d'accès majeure à l'océan Indien pour les nations d'Asie centrale - à l'instar de l'Iran s'agissant de l'accès au Golfe - . Il lui fallait pour cela tenir les routes sud du Helmand afghan, et la route centrale passant par la passe de Khyber et Kaboul. Autant dire que le Pakistan devait contrôler l'essentiel du territoire afghan. Il s'y est employé dès la fin de la présence soviétique, par un soutien à tout crin du Hezb-I-Islami d'Hekmatyar, mouvement de résistance sunnite radical d'obédience pachtoune.

Mais Hekmatyar devait échouer dans ses tentatives de ralliement des tribus pachtounes, être tenu en échec devant Kaboul par Ahmed Shah Massoud, et se discréditer en occasionnant des milliers de victimes par ses bombardements réguliers de la capitale. Il avait par ailleurs eu la malencontreuse idée d'afficher son soutien à Saddam Hussein en 1991, et s'ajoutaient à ces griefs son implication dans des trafics de stupéfiants et un vraisemblable soutien aux terroristes d'Algérie et du Proche-Orient.

Il devenait à l'évidence contre-productif pour le Pakistan de soutenir un allié aussi encombrant.

L'arrivée en 1993 à la tête du pays de Benazir Bhutto et de son ministre de l'intérieur Nasrullah Babour allait concourir à modifier la donne. Hekmatyar était, dès l'année suivante, virtuellement disgrâcié et les ambitions pakistanaises sur l'Afghanistan - intactes quant à elles - allaient désormais passer par l'appui aux Talibans. Dès lors Islamabad, avec le succès que l'on connaît à l'offensive de 1994-1995 " des étudiants en religion ", et leur prise de Kaboul en 1996, semblait à même de " prendre le meilleur " sur Téhéran dans cette course aux influences vers l'Asie centrale.

Un allié devenu incontrôlable

-

En 1998, cependant, la donne semble encore une fois bouleversée, en faveur à nouveau de l'Iran. Les républiques d'Asie centrale, loin de reconnaître la primauté de l'influence pakistanaise, craignent une propagation sur leur propre territoire de l'Islam radical prôné par les Talibans. La Chine a d'ailleurs pu nourrir les mêmes craintes s'agissant de la région, toute proche, du Xin-Jiang, et ce quelles que soient ses sympathies pour le Pakistan, au nom de l'inimitié partagée vis-à-vis de l'Inde.

Les Talibans prennent quant à eux leurs distances vis-à-vis d'Islamabad et, ainsi que le souligne un article paru dans le rapport RAMSES 1999, " *ils se sont révélés incontrôlables et ont échappé à leur mentor* ". Le Pakistan donne, quatre ans après la rupture d'avec Hekmatyar, l'impression d'avoir à nouveau joué le rôle de l'apprenti sorcier dépassé par sa créature.

L'Iran, pour sa part, avec un pragmatisme assez remarquable de la part de la nation gardienne du chiisme, soutient désormais non plus seulement le Wahdat, mais aussi, et activement, la résistance, pourtant d'obédience sunnite, du commandant Massoud.

On assiste donc à un mouvement continu de balancier entre les influences iranienne et pakistanaise. En arrière-plan figurent l'Arabie Saoudite, qui soutient avec une circonspection croissante le Pakistan, la Russie dont les faveurs vont plutôt à l'Iran - l'Histoire se répète - , mais aussi et surtout les Etats-Unis. Ces derniers, pour leur part, semblent conduire une politique de soutien au " plus fréquentable ", en opérant aujourd'hui un discret renversement d'alliance au détriment du Pakistan. Après avoir soutenu celui-ci pour faire pièce à l'expansion de l'URSS puis de l'Iran dans la région, les Etats-Unis, forts de l'amélioration des

relations américano-iraniennes enregistrées ces derniers mois, et conscients de la violence employée par les Talibans pour s'imposer en Afghanistan, semblent sur le point de revoir une nouvelle fois leurs positions dans la région. Le Pakistan apparaît ainsi plus isolé que jamais.

L'épicentre, ou l'enjeu de ces luttes perpétuelles d'influence demeure, quoi qu'il en soit des mécanismes qui les sous-tendent, l'Afghanistan où s'affrontent aujourd'hui comme aux premiers siècles de son histoire, des puissances pour lesquelles semblent bien peu compter le sort du pays lui-même, et celui de ses habitants.

Conclusion

Pio-Carlo Terenzio recensait, d'Alexandre de Macédoine en 330 AVJC à Zahir Shah au XVIII^e siècle, dix-neuf envahisseurs de la région afghane. S'y ajoutent, en amont, les invasions aryennes puis achéménides du XX^e au IV^e siècle avant notre ère et, depuis le XIX^e siècle, les tentatives perses, britanniques, russes, soviétiques puis les prises d'influence iranienne, pakistanaise, et, dans une moindre mesure, américaine. Ce sont donc au total près de trente vagues qui ont, en quarante siècles, déferlé sur l'Hindou Kouch.

La constante, d'une invasion à l'autre, a été la vocation de zone de passage et de zone-tampon de l'Afghanistan, que les hasards géographiques et historiques ont placé à la charnière de tous les empires, en même temps que sa morphogéologie en faisait une formidable barrière minérale entre ces empires. Ce rempart comportait pourtant une faille, une voie de passage que toutes les armées d'invasion ont empruntée depuis 4000 ans.

Au demeurant et dans une sorte de revanche, cet Etat, voué au statut de " buffer state " par les grandes ou moyennes puissances, les a finalement presque toujours tenues en échec, y compris les plus fortement armées d'entre elles.

Tout en déplorant la situation d'archaïsme dans laquelle les luttes des puissances ont jusqu'alors maintenu l'Afghanistan, on peut se demander si l'opiniâtre et séculaire résistance de ce pays aux hégémonies successives ne consacre pas d'une certaine façon l'échec de la puissance militaire et technologique face à une tradition tribale solidement ancrée. Peut-être l'absence de conscience nationale - car on ne peut réellement parler d'identité commune dans ce pays de tribus et de clans - a-t-elle paradoxalement été la meilleure des armes de l'Afghanistan face à l'agression extérieure.

Mais la médaille a son revers et la force de la tribalité fait aussi sa faiblesse car, dès que la menace extérieure s'atténue, ce sont les déchirements intérieurs qui à nouveau prévalent. Peut-être, à cet égard le problème afghan peut-il être considéré comme insoluble. Sauf à revenir sur l'idée d'une partition que le pays, du reste, n'a pas saisie en 1992, et qui verrait la rétraction de l'état afghan au nord de l'Hindou Kouch, et la création au sud d'un nouvel Etat, au nom d'une idée quant à elle fort ancienne: le Pachtounistan. Mais la solution semble presque trop simple, et rien n'est simple en Afghanistan.

Appendice N°1

Chronologie historique

2000 ans AVJC:

Installation de populations aryennes au nord de l'Afghanistan.

VIII° siècle AVJC:

Sous l'influence de Zoroastre (Zarathoustra), établissement de l'empire des achéménides.

Vers 530 AVJC: campagne achéménide de Cyrus; conquête du Turkestan, du Séistan et du Beloutchistan.

522-486 AVJC: campagne achéménide de Darius; édification de Persépolis.

Vers 330 AVJC: écrasement des achéménides par Alexandre de Macédoine. Naissance de la civilisation gréco-bouddhique.

Vers 316 AVJC: la dynastie indienne des Mauryens renverse le grec Seleucos Nicator et s'installe pour quatre siècles dans la région afghane.

Vers 233 AVJC: les populations nomades contestent la dynastie mauryenne.

1° siècle: venus de Chine, les Yué-Tché fondent la dynastie des kouchans, qui étend son influence de la vallée du Gange au désert de Gobi. Kadphisès fonde Peshawar.

III° siècle: la " Route de la soie ", qui relie Rome à la Chine, gagne en importance.

III° et IV° siècles: les Sassanides, venus de Perse, envahissent la région afghane.

V° et VI° siècles: les " Huns blancs " ou Heptalites, s'opposent aux Sassanides, et marquent le début d'une période de régression et de destruction.

Vers 642: les armées arabes venues de l'Ouest chassent les Sassanides.

VIII° au XI° siècle: regain d'influence des chefs locaux.

XI° siècle: avènement du brillant sultan " Mahmoud le Ghaznévide "

XIII° et XIV° siècles: les hordes mongoles de Gengis Khan (environ 1220) puis de Tamerlan (1380) déferlent sur la région de l'actuel Afghanistan.

1278: Marco Polo, en route pour la Chine, passe en Afghanistan.

XV^e siècle: sous le règne des Timurides s'épanouit une civilisation où l'Islam domine, mais qui puise ses sources au patrimoine culturel arabe, persan, grec et indien. Le berceau de cet épanouissement est la ville de Herat.

Fin du Moyen-Age: le trafic caravanier fléchit, l'Afghanistan tombe dans l'isolement.

1747: naissance, sous l'impulsion d'Ahmad Shah Durrani, de la nation afghane, sous l'appellation de royaume des Pachtouns.

XIX^e siècle: l'Afghanistan est le théâtre d'une lutte d'influence entre les empires russe et britannique, le second voulant protéger ses possessions en Inde des ambitions du premier.

1839-1842 : 1^o guerre anglo-afghane. Echec britannique.

1878-1880 : 2^o guerre anglo-afghane.

1879: le Traité de Gandamak place l'Afghanistan sous une semi-tutelle britannique.

1893: au terme des accords passés entre Russes et Britanniques, la frontière afghane est délimitée par la mission Durand.

1907: traité anglo-russe sur l'Afghanistan.

1914-18: neutralité afghane durant la première guerre mondiale

1919: soulèvement afghan contre la domination britannique. 3^o guerre anglo-afghane, puis accession à l'indépendance

1923: sacre du roi Amanullah.

1929: la guerre civile éclate et le roi s'exile. Il est remplacé par Nadir Shah.

1933: Nadir Chah est assassiné . Sous l'impulsion du conseil des chefs, les *loy jirga*, Zahir Chah accède au trône.

1939-45: neutralité afghane durant la seconde guerre mondiale.

1947: partition de l'Inde et création du Pakistan. L'Afghanistan relance le débat de la création du Pachtounistan.

1953: le prince Daoud devient premier ministre; montée des tensions pakistano-afghanes.

1955: l'Afghanistan participe à la conférence de Bandung.

1956-62: aide américaine d'abord soutenue puis plus modérée à l'Afghanistan, dans le cadre de la politique d'endiguement du communisme. Simultanément l'URSS soutient une politique croissante de grands travaux et d'aide au pays.

1961: l'Afghanistan est l'un des co-fondateurs, à Belgrade, du mouvement des pays non-alignés.

1961-63: la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan est fermée.

1963: le roi Zahir Shah éloigne Daoud et fait élaborer une nouvelle constitution.

1964: le pays se dote d'une constitution, mettant fin à l'influence des *loy jirga*, mais l'opposition des ethnies continue à dominer la vie intérieure afghane. Naissance du PDPA de Nur Mohammad Taraki.

1973: Zahir Chah est déposé par Muhammad Daoud. La République est proclamée.

27 avril 1978: coup d'état militaire du leader communiste du PDPA, Nur Mohammad Taraki. Durant les mois qui suivent, le *Khalq*, l'une des deux tendances du PDPA dirigée par Taraki, prend la direction du pays, précipite les mesures révolutionnaires et se met à dos la hiérarchie religieuse.

14 septembre 1979: le chef du gouvernement, Hafizullah Amin, fait exécuter le président Taraki et prend sa place.

25 décembre 1979: intervention militaire soviétique et mise en place d'un nouveau dirigeant, Babrak Karmal, ex-leader en exil du mouvement *Partcham*, après qu'Amin a été exécuté le 27.

Janvier 1980: 85 000 soldats soviétiques sont déployés en Afghanistan. Débuts de vastes opérations militaires qui vont durer jusqu'en 1985, leur rythme s'atténuant avec l'arrivée de M. Gorbatchev à la tête de l'URSS.

1986: arrivée au pouvoir du communiste Najibullah.

1988-1989: retrait des troupes soviétiques, tenues en échec par les moudjahidin.

printemps 1991: échec du coup d'état du ministre de la défense Shah Nawaz et des extrémistes pachtouns de Gulbuddin Hekmatyar (*Hezb-I-Islami*); limogeage de nombreux officiers pachtouns .

janvier 1992: le président Najibullah, pour donner des gages aux pachtouns, remplace un commandant tadjik du nord par un pachtoun ; création, en réaction, d'une coalition tadjike et ouzbèke ralliée par le Conseil du nord (*Choura-el-Nezar*) du commandant tadjik Ahmed Shah Massoud. Ce dernier prend la tête de la coalition et s'empare de Mazar-I-Sharif puis de Kaboul.

27 avril 1992: chute du régime communiste de Najibullah, remplacé par une coalition de moudjahidin.

Face à l'hostilité des commandants de l'intérieur, échec de la mission de l'ONU dirigée par Benon Sevan, dans sa tentative de mettre en place un gouvernement issu de la diaspora afghane exilée.

Succession de dirigeants en quelques mois: général Hatif, S. Modjadedi, B. Rabbani.

Mai 1992: Hekmatyar, allié aux pachtouns de l'armée de Najibullah, cherche à réagir et prend Kaboul, d'où il est chassé en deux jours par Massoud.

Sous la pression du Pakistan, Massoud et Hekmatyar sont appelés à faire partie du même gouvernement tandis que leurs troupes s'affrontent. Hekmatyar dénonce ce gouvernement, et Massoud en profite pour fédérer les moudjahidin du nord et les restes de l'armée gouvernementale. Dans le même temps, Hekmatyar ne parvient pas à rassembler les pachtouns.

Fin 1992: le pays est partagé entre des pachtouns sans vrai leadership, malgré les tentatives d'Hekmatyar, et des non-pachtouns (Tadjifs, Ouzbeks, Hazaras) fédérés par Massoud. Le chef de l'Etat est Burhanuddin Rabbani.

Début des bombardements de Kaboul par les forces d'Hekmatyar.

1993: Hekmatyar est nommé premier ministre. Parallèlement, il est impliqué dans l'entraînement des terroristes ayant perpétré l'attentat contre le World Trade Center, aux Etats-Unis.

Janvier 1994: le général ouzbek Dostom se désolidarise de Massoud et s'allie à Hekmatyar.

Juin 1994: les forces de Massoud chassent le Hezb-I-Islami (Hekmatyar et Dostom) de Kaboul.

Novembre 1994: offensive des Taliban. Avec 25000 hommes, ils conquièrent un tiers du pays et contrôlent Kandahar.

16 février 1995: la " déferlante Taliban ", après avoir défait Hekmatyar, est aux portes de Kaboul, tenue par Massoud.

Novembre 1995: Massoud repousse les Taliban à distance de la capitale.

Septembre 1996: les Talibans prennent Kaboul, refoulant Massoud vers le nord et exécutant le docteur Najibullah . Ils prennent ensuite Mazar-I-Sharif, mais, incapables de se maintenir en zone non-pachtoune, ils en sont chassés en deux jours par Massoud.

1997-98: les Talibans font appliquer avec une rigueur extrême les règles de la charia dans les villes qu'ils occupent. Amputations et exécutions publiques se multiplient, tandis que les femmes voient leurs droits réduits à néant, se voyant même interdire l'accès aux hôpitaux. Parallèlement l'Afghanistan assoit sa triste réputation de base d'entraînement de terroristes et de producteur-exportateur de drogue.

Août 1998: deux attentats sont commis au Kenya et en Tanzanie contre l'ambassade des Etats-Unis ; leur commanditaire, le saoudien Oussama Ben Laden, semble opérer depuis l'Afghanistan, où il reçoit le soutien du mollah Omar, chef des Talibans.

Novembre 1998: " l'appel du commandant Massoud ", véritable réquisitoire contre les Talibans, paraît dans certains organes de presse occidentaux.

Appendice N°2

Chronologie de l'intervention soviétique de 1979 à 1985

(extrait de " la guerre d'Afghanistan, d'Olivier Roy et André Brigot)

Chronologie des combats

Des combats se déroulent continuellement dans toutes les provinces du pays. mais les opérations militaires d'envergure se concentrent sur trois séries d'objectifs :

- le contrôle des environs immédiats de Kaboul et des grandes villes

- le contrôle des principales voies de communication : route du Nord par le tunnel de Sàlang, route Kaboul-Djalâlâbâd vers le Pakistan, route Kaboul-KandahârHérat ;

- le contrôle de certaines régions stratégiques (vallée du Panjshir, région du Pakhtyâ...).

Hiver 1979-printemps 1980

- Bombardement des villages le long de l'axe Kaboul-Kandahâr.
- Offensive soviéto-afghane sur Djalâlâbâd et la vallée du Kunar, vers le Pakistan.
- Première offensive au Panjshir, en mars, suivie d'une seconde en juin.
- Opérations très meurtrières de part et d'autre dans la province de Ghazni.

Eté-automne 1980

- L'aviation soviétique bombarde les provinces de Ghazni, du Wardak et du Logar.
- La Résistance contrôle toute la région de Hérat et la plus grande partie de la ville.
- A partir du 28 août, et durant trois semaines, violente offensive au Panjshir.
- En octobre, des opérations soviéto-afghanes dans le Pakhtyà ne réussissent pas à couper les voies de communication entre l'Afghanistan et le Pakistan. - Nouvelle offensive au Panjshir en novembre et en décembre.

Hiver 1980 - printemps 1981

- Combats à Kandahâr à partir du mois de février. En avril, la Résistance a le contrôle de la ville. Kandahâr durement bombardé, les résistants sont repoussés à la périphérie. Des troupes soviétiques remplacent les troupes afghanes dans la ville.
- Combats dans le Logar, mais la Résistance garde le contrôle de la région.
- Combats sur l'axe Kaboul-Djalâlâbâd.

Eté-automne 1981

- Dans le Kunar, la Résistance attaque et prend plusieurs places fortes. Contre attaques soviéto-afghanes en juillet.
- Combats dans les régions limitrophes de Kaboul (régions de Paghman et du Logar), où la Résistance maintient une forte pression.

- Offensive soviéto-afghane dans la vallée du Panjshir en septembre. Les résistants gardent le contrôle de la vallée.

- La bataille de Kandahâr se poursuit. La Résistance reprend le contrôle de la ville en septembre; l'armée afghane tente sans succès une contre-attaque.

Hiver.1981-1982

- L'aviation bombarde Kandahâr. En février, les *mujâhidine* se retirent de la ville qu'ils contrôlaient depuis septembre

- Reprise de la ville de Hérat en février par les troupes gouvernementales. La Résistance reprendra le contrôle de la ville au cours du printemps,

- Combats dans le Parwan, au nord de Kaboul.

Au cours de l'année 1982

Les offensives soviéto-aghanees visent principalement les provinces des environs de Kaboul, contrôlées par la Résistance.

- Opérations dans la région de Paghmân, au nord-ouest de Kaboul, dans le Parwân, au nord ; opérations au Logar, avec de nombreuses destructions villages rasés, systèmes d'irrigation détruits, etc.

- Offensives dans la vallée du Panjshir en mai 1982 et au début du mois de septembre.

- Attaques de la Résistance contre Kandahâr et Djalâlâbâd.

Les opérations soviéto-afghanes ne réussissent pas, pendant cette période, à désorganiser la Résistance dans les régions concernées.

Hiver 1982 - printemps 1983

- De très violents combats continuent dans les régions entourant Kaboul (Parwân au nord, Logar au sud). C'est dans le Logar que Philippe Augoyard est fait prisonnier en janvier 1983.

La route menant au tunnel de Salang est coupée en plusieurs points par la Résistance.

- Attaques de la Résistance contre les garnisons des faubourgs nord de Kaboul.

- Opérations dans le Pakhtyâ. Attaques de la Résistance sur les avant-postes de la ville de Khost. Malgré d'importants renforts, l'armée ne peut reprendre le contrôle des voies de communication du Pakhtyâ.

- Mars 1983 : trêve entre Ahmed Shah Massoud et les Soviétiques au Panjshir.

- A partir du 10 avril 1983, importante offensive soviéto-afghane contre Hérat.

Bombardements de très grande ampleur.

Eté 1983

Les principaux combats se déroulent à Kaboul et dans ses environs immédiats.

- Juin 1983 : attaque de l'aéroport de Kaboul et de la garnison soviétique de Bals Hisser à Kaboul.

13-14 juillet : la Résistance attaque la forteresse de Bals Hisser au canon.

- L'aviation soviétique bombarde les faubourgs ouest de Kaboul, tenus par la Résistance.

- 22 août : fin de la trêve au Panjshir.

Automne-hiver 1983-1984

Des opérations soviéto-afghanes de grande ampleur font reculer la résistance au nord de Kaboul. Violents bombardements, destruction systématique de villes et de villages. Les bombardements d'artillerie sur le plateau du Chamali dureront tout l'hiver.

- Dans le Pakhtyâ, succès de la Résistance qui conserve le contrôle de l'ensemble de la région.

- Combats aux abords de la frontière soviétique, à Mazâr-é Charif.

A partir de l'hiver 1983-1984, des informations de plus en plus nombreuses font part de massacres de populations civiles et de raids de destruction systématique contre les récoltes, les habitations, le système d'irrigation...

Printemps-été 1984

Au cours de cette période, les Soviétiques et les troupes gouvernementales lancent plusieurs offensives de très grande envergure.

- A partir du 21 avril, neuvième offensive dans le Panishir après une année de trêve. Au mois de mai, les troupes soviéto-afghanes -contrôlent l'ensemble de la vallée. Les Soviétiques ont préparé l'attaque par des bombardements intenses à haute altitude. En juillet, les résistants reprennent le contrôle de la partie nord de la vallée. Deux nouvelles offensives de moindre envergure, en juillet et en septembre, ne modifient pas la situation.

Au mois de mai, l'une des plus importantes offensives de la guerre est lancée contre Hérat, où la Résistance avait repris la plupart des positions perdues depuis 1983. Le bombardement de la ville et la destruction des villages environnants font des milliers de morts. Les combats à Hérat durent pendant tout l'été et le début de l'automne.

- Au mois de juin, l'aviation soviétique bombarde pendant trois semaines la province de Baghlân.

- En juillet, offensive sur Kandahâr.

- Dans le Pakhtyâ, limitrophe du Pakistan, où la Résistance contrôle les voies de communication et assiège des garnisons soviéto-afghanes, on signale d'importants renforts de troupes pro-gouvernementales. Dans le même temps, plusieurs raids aériens ont lieu en territoire pakistanais.

- La Résistance maintient une forte pression sur Kaboul, où elle attaque à la roquette des positions pro-gouvernementales (aéroport, ministère de la Défense...

Automne 1984

- Fin septembre, attaque aérienne soviétique détruisant partiellement le village pakistanais de Tori-Mangal proche de la frontière (80 à 100 morts).

- Fin octobre : près de 240 soldats soviétiques auraient péri dans un accident d'avion près de Kaboul.

Novembre :

Province du Logar : une cinquantaine de civils afghans du village de Mohammed Agha tués par un bombardement soviétique en représailles de l'attaque d'un convoi militaire soviéto-afghan dans le même secteur.

Province de Nangarhâr - . vaste opération lancée pour couper les routes d'approvisionnement de la Résistance afghane.

Kaboul : nombreuses opérations de la Résistance afghane (explosions de roquettes).

Hiver 1984-1985

- Le 2 décembre 1984, pour la première **fois**, l'armée pakistanaise ouvre le feu sur trois avions de l'armée afghane ayant violé l'espace aérien pakistanais dans la province du Baloutchistan.

- Nouvelles violations de l'espace aérien signalées fin décembre.

- Le 14 décembre 1984 - Zabiullah, un des principaux chefs de la Résistance afghane du Nord (Balkh, Kunduz, Baghlân), est tué par l'explosion d'une mine.

- Fin décembre : nombreux bombardements par l'artillerie soviétique des villages autour de Kaboul pour décourager les attaques contre la capitale.

- En janvier, destruction d'hélicoptères par la résistance afghane, à Begram, au nord de Kaboul, et d'autres appareils à Kandahâr.

Fin janvier :

Reprise de bombardements soviétiques dans la vallée du Panishir.

Recrudescence de l'activité de la résistance dans la région de Kandahâr où la population civile afghane serait très éprouvée par des bombardements aériens.

. Mort du chef de Résistance afghane Abdus Samad lors d'un combat dans la province du Nangarhâr.

- Février : nouvelles destructions d'hélicoptères à Kandahâr et à Ghazni.

- Bombardements au nord de Kaboul.

Printemps 1985

- Pressions soviétiques sur les régions frontalières.

- En avril, importantes offensives soviétiques au nord de la route KaboulDialâlâbâd (massacres au Laghmân dans les villages de Kats, Mindrawar, Sharbagh, Qarghayee, Shaltak, qui font environ 500 victimes civiles y compris enfants, femmes et vieillards) et dans le Wardak.

- Importants mouvements de troupes et de matériels soviétiques dans la capitale.

- Représailles dans les villages près de Hérat à la suite d'une attaque contre un dépôt de munitions.

- La Résistance afghane atteint des cibles militaires importantes : aéroports de Kandahâr, Hérat, Dialâlâbâd.

- Mai : destruction de nombreux appareils sur la base aérienne de Shindand (sud-ouest). Bombardements afghans au Nord Pakistan.

- Du 20 mai au 10 juin, importante offensive soviétique au Kunar (au nord-est de Dialâlâbâd). La Résistance doit lever le siège de Barikot encerclée depuis un an. Les habitants de nombreux villages bombardés se réfugient au Pakistan.

28 mai, importante offensive soviétique au nord-ouest de Kandahâr (Kajaki, Moussaqa).

Appendice N°3

Déclaration franco-allemande de 1980

5 février 1980

Le président de la République française et le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne ont procédé à un examen approfondi de la situation internationale à la lumière des événements d'Afghanistan.

Ils sont parvenus aux conclusions suivantes qui définissent la politique des deux pays dans les circonstances actuelles:

1. Ils jugent que l'intervention militaire soviétique en Afghanistan est inacceptable et crée de graves dangers pour la stabilité de la région et pour la paix. Ils estiment indispensable qu'il y soit mis fin sans délai, comme l'a demandé à une large majorité l'assemblée générale des Nations Unies. C'est le seul moyen de restaurer une situation conforme aux droits du peuple afghan et aux exigences de la paix internationale.

2. Ils considèrent que la crise actuelle est de nature à déclencher un processus qui, de proche en proche, et quelles que soient les intentions, pourrait avoir pour le monde les plus graves conséquences. Ils tiennent à réaffirmer dans ces circonstances la fidélité de leurs deux pays à l'Alliance atlantique, et leur détermination d'en honorer les engagements.

3. Ils prennent acte du fait qu'en raison des événements d'Afghanistan, la détente est devenue plus difficile et plus incertaine et qu'en conséquence le retrait des troupes étrangères d'Afghanistan est nécessaire. Ils déclarent que la détente ne résisterait pas à un nouveau choc du même ordre. Dans ce cas la France et la République fédérale d'Allemagne prendraient en liaison avec leurs alliés les mesures qui s'imposeraient dans cette circonstance pour garantir leur sécurité et défendre la stabilité internationale.

4. Ils comprennent les préoccupations manifestées par les pays authentiquement attachés au non alignement et ils affirment que ces pays ont un rôle propre à jouer pour la paix et la

stabilité du monde. Aussi sont-ils convenus de la nécessité d'éviter que la confrontation Est-Ouest ne s'étende au Tiers Monde.

5. La France et la République fédérale d'Allemagne, dont les populations ont subi sur leur sol les épreuves des deux guerres mondiales, ont oeuvré depuis trente ans à l'avènement d'un monde plus stable et plus pacifique. Leur réconciliation mutuelle, leur participation commune à la construction européenne, leur action parallèle en faveur de la détente en constituent les étapes. Ils estiment que dans les circonstances actuelles les puissances européennes ont des responsabilités particulières. Ils soulignent leur volonté de les exercer en s'assurant, de concert avec leurs alliés, que seront garantis les équilibres fondamentaux qui conditionnent la sécurité de leurs deux pays et celle de l'Europe.

6. Leurs efforts pour surmonter la crise n'auront de sens que si l'Union soviétique démontre sa volonté d'y répondre. Ils ont pris note des déclarations selon lesquelles l'Union soviétique a l'intention de retirer ses forces d'Afghanistan. Il est nécessaire que ces déclarations se traduisent dans les faits. Ceci est nécessaire au succès des discussions dont dépendent la sécurité et l'avenir de la paix.



Carte N°3

Carte N°4 - La poussée russe au XIX°



Bibliographie

- Michelle et Robin Poulton, *l'Afghanistan*, Presses Universitaires de France, 1983.

- Patrice Franceschi, *Guerre en Afghanistan*, éd. la Table Ronde.

- François Thual, *Géopolitique du chiisme*, éd. Arléa, 1995.

- Revue Tour du Monde, 1964.

- Rudyard Kipling, *Les tambours du For and Aft*.

- Pio-Carlo Terenzio, *La rivalité anglo-russe en Perse et en Afghanistan jusqu'aux accords de 1907*, éd. Rousseau, 1947.

- article *Sur l'échiquier d'Afghanistan*, Le spectacle du monde avril 1995.
- article de J-M. Montali, *Massoud: pourquoi je me bats*, le Figaro magazine décembre 1998

- *Afghanistan: la colonisation impossible*, éd. du Cerf, 1984.

- René Cagnat et Michel Jan, *Le milieu des empires*, éd. Robert Laffont, 1981.

- Gérard Chaliand, *Atlas stratégique*, 1984 et 1995.

- Pascal Boniface, *l'année stratégique 1995*.

- Extraits d'un article de Valérie Niquet, *l'année stratégique 1998*.

- André Brigot et Olivier Roy, *La Guerre d'Afghanistan*, la documentation française, 1985.

- Amiral Lacoste, *Dictionnaire de Géopolitique 1995*.

- RAMSES 1995, 1999.

- L'état du monde 1984, 1993.

- Valéry Giscard d'Estaing, *le pouvoir et la vie*, éd. Cie 12